

Art. 32. De bepalingen van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 zijn van toepassing op de stagiairs die in een onderneming een individuele beroepsopleiding ontvangen.

Krachtens artikel 49 van genoemde wet, verzekert de werkgever tegen de ongevallen die zich tijdens de opleiding en op de weg naar de plaats van de opleiding hebben voorgedaan, de uitkeringsgerechtigde werkloze die de individuele opleiding in zijn onderneming volgt.

HOOFDSTUK V. — Slot- en overgangsbepalingen

Art. 33. Dit besluit heft op en vervangt :

1° de artikelen 82 tot 117 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid;
2° het koninklijk besluit van 30 oktober 1975 betreffende de toekenning van een omschakelingsuitkering aan sommige uitkeringsgerechtigde werklozen die een beroepsopleiding ontvangen.

Art. 34. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 1985.

Het is slechts van toepassing op overeenkomsten van beroepsopleiding welke na die datum geldig worden.

Niettemin blijven de overeenkomsten die met de ondernemingen vóór die datum gesloten zijn, van toepassing volgens de in die overeenkomsten opgenomen regels.

Art. 35. Onze Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 juli 1985.

Voor de Franse Gemeenschapsexecutieve,
De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschap,
Ph. MOUREAUX

F. 85 — 1451

9 JUILLET 1985. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française relatif à la formation professionnelle du 9 juillet 1985, notamment les articles 23, 28 et 30;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'emploi;

Vu l'urgence justifiée par l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 27 décembre 1984 modifiant les articles 118, alinéa 3, 121, § 3, et 160, §§ 2, 3bis et 5, de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif,

Sur la proposition de Notre Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française et vu la délibération, de l'Exécutif du 5 juin 1985,

Arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. L'indemnité de formation professionnelle visée aux articles 23, § 1^{er}, 1^o et 28, § 1^{er}, 1^o, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française relatif à la formation professionnelle est égale à la différence entre le salaire de référence fixé pour la profession dont l'intéressé fait l'apprentissage et l'allocation de chômage éventuelle qu'il perçoit; ce salaire est fixé compte tenu de l'âge, par la commission paritaire compétente ou, à défaut, par la commission consultative créée auprès du bureau régional dans le ressort duquel le centre de formation professionnelle ou l'établissement d'enseignement technique est situé.

Par salaire de référence, il faut entendre la rémunération fixée pour la profession, déduction faite de la cotisation personnelle à la Sécurité sociale. Cette indemnité est plafonnée au montant de 167,66 F l'heure dans le régime de trente-huit heures par semaine, à l'indice en vigueur au 1^{er} juin 1985.

En cas de modification de la durée hebdomadaire du régime de formation dans les centres de formation professionnelle créés avec les moyens propres de l'Office, l'indemnité est calculée suivant la formule :

$$\frac{Y \times 38}{P}$$

Y étant le montant fixé en application de l'alinéa 2 pour l'indemnité de formation professionnelle.

P étant la durée hebdomadaire du régime de formation fixée dans les centres de formation professionnelle créés avec les moyens propres de l'Office.

L'indemnité est augmentée de 15 p.c. lorsque la formation a lieu en équipe de nuit.

§ 2. Le paiement de l'indemnité visée au § 1^{er} se fait mensuellement.

Art. 2. En cas de fermeture des centres de formation professionnelle pendant les vacances annuelles, le stagiaire qui ne peut faire valoir aucun droit au bénéfice des allocations de chômage, pour les journées non couvertes par le pécule de vacances, reçoit à charge de l'Office, une indemnité dont le montant est égal au taux minimum de l'allocation de chômage fixé par l'article 160, § 4, de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, pour la catégorie à laquelle il appartiendrait s'il était indemnisé.

Art. 3. § 1. Le stagiaire qui termine avec fruit la formation professionnelle a droit à une prime dont le montant, fixé compte tenu de la durée effective de sa formation, s'élève à :

1. pour une formation de 160 heures à moins de 320 heures	250 F
2. pour une formation de 320 heures à moins de 540 heures	500 F
3. pour une formation de 540 heures à moins de 900 heures	750 F
4. pour une formation de 900 heures à moins de 1 200 heures	1 250 F
5. pour une formation de 1 200 heures à moins de 1 400 heures	1 750 F
6. pour une formation de 1 400 heures et plus	2 000 F

Aucune prime n'est due pour une formation qui n'atteint pas 160 heures.

La partie qui est payée en nature comprend, le cas échéant, l'outillage individuel nécessaire à l'exercice de la profession apprise et confié au bénéficiaire au début de la formation. Cet outillage est évalué à sa valeur d'achat diminuée de 25 p.c.

§ 2. En outre, il est accordé au bénéficiaire qui a suivi avec fruit une formation d'une durée effective de 320 heures au moins une prime de 500 F, dès qu'il établit qu'au cours des douze mois qui ont suivi la fin de la formation, il a pendant six mois au moins utilisé la formation reçue en qualité de salarié.

La période de douze mois prévue à l'alinéa 1^{er} est prolongée d'une durée équivalente à celle pendant laquelle l'intéressé a été dans l'impossibilité, du fait de son appel ou de son rappel sous les armes ou pour des motifs de force majeure, d'utiliser la formation reçue en qualité de salarié pendant le temps prescrit.

Art. 4. § 1. Le stagiaire a droit au remboursement des frais résultant d'un déplacement journalier aller et retour, lorsque le lieu de sa résidence et le lieu où il reçoit sa formation sont distants d'au moins 5 kilomètres.

Quand la formation est reçue dans une autre commune que celle de la résidence, les distances prises en considération sont celles qui figurent au Livre officiel des distances légales par les voies ordinaires entre toutes les communes de Belgique. Si la formation est reçue dans la commune de la résidence, la distance est calculée par les voies ordinaires.

Quel que soit le moyen de transport employé, le remboursement des frais exposés est limité au coût du transport en commun le moins onéreux.

L'intéressé peut être tenu de produire les pièces justifiant la réalité des débours invoqués par lui.

§ 2. Sans préjudice des avantages prévus au § 1^{er}, le stagiaire qui doit s'absenter de son foyer plus de treize heures par jour en employant un moyen normal de transport en commun et qui ne rejoint sa résidence qu'une fois par semaine, a droit à une indemnité de séjour dont le montant est fixé à 148,50 F par jour, ce qui représente à l'indice en vigueur au 1^{er} juin 1985 un montant de 391,86 F.

Dans des cas dignes d'intérêt, le Ministre peut accorder les avantages prévus à l'alinéa précédent, lorsque la durée de l'absence du foyer est inférieure à treize heures.

Art. 5. Le stagiaire qui a conclu un contrat de formation professionnelle ne comportant pas 40 heures de formation par semaine ne bénéficie d'aucune indemnité de formation professionnelle :

1^o pour les heures prestées après 17 heures;

2^o pour les heures prestées le samedi.

Il peut prétendre :

1^o aux primes dont les montants et conditions d'octroi sont ceux fixés à l'article 3;

2^o au remboursement des frais de déplacement aux conditions fixées à l'article 4, § 1.

Art. 6. Le chômeur qui reçoit une formation professionnelle visée à l'article 2, 5, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française relatif à la formation professionnelle peut prétendre :

1^o à une indemnité de formation professionnelle égale à la différence entre la rémunération de référence fixée pour les employés de la deuxième catégorie ressortissant à la Commission paritaire nationale auxiliaire pour employés et l'allocation de chômage qu'il perçoit.

Par rémunération de référence, il faut entendre la rémunération fixée pour ladite profession, déduction faite de la cotisation personnelle à la Sécurité sociale. Cette indemnité est plafonnée au montant de 149,83 F l'heure dans le régime de 38 heures par semaine, à l'indice en vigueur au 1^{er} juin 1985.

En cas de modification de la durée hebdomadaire du régime de formation dans les centres de formation professionnelle créés avec les moyens propres de l'Office, l'indemnité est calculée suivant la formule :

$$\frac{Y \times 38}{P}$$

Y étant le montant fixé en application de l'alinéa 1^{er};

P étant la durée hebdomadaire de formation fixée dans les centres de formation professionnelle créés avec les moyens propres de l'Office.

Le paiement de l'indemnité visée au 1^o se fait mensuellement.

2^o au remboursement des frais de déplacement et de séjour aux conditions fixées à l'article 4.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 1985.

Art. 8. Notre Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 juillet 1985.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président de la Communauté française,

Ph. MOUREAUX.

VERTALING

N. 85 — 1451

**9 JULI 1985. — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve
betreffende de toekenning van sommige voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding ontvangen**

Wij, Executieve Franse Gemeenschap,

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 9 juli 1985, betreffende de beroepsopleiding, inzonderheid op artikelen 23, 28 en 30;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 27 december 1984 houdende wijziging van de artikelen 118, lid 3, 121, § 3 en 160, §§ 2, 3bis en 5 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 3 februari 1982 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve,

Op de voordracht van Onze Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve en gelet op de beraadslaging van de Executieve van 5 juni 1985,

Besluiten :

Artikel 1. § 1. De vergoeding voor beroepsopleiding bedoeld in de artikelen 23, § 1, 1° en 28, § 1, 1° van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve betreffende de beroepsopleiding is gelijk aan het verschil tussen het referentieloon vastgesteld voor het beroep dat de betrokkene aanleert en de eventuele werkloosheidsuitkering die hij ontvangt; dat loon wordt vastgesteld, rekening houdende met de leeftijd, door de bevoegde paritaire commissie, of, bij ontstentenis hiervan, door de commissie van advies opgericht bij het gewestelijk bureau tot wiens ambtsgebied het centrum voor beroepsopleiding of de technische onderwijsinrichting behoort.

Onder referentieloon dient verstaan te worden de bezoldiging die voor het beroep werd vastgesteld, na aftrek van de persoonlijke bijdrage voor de sociale zekerheid. Die vergoeding bedraagt maximaal 167,66 F per uur in de regeling van 38 uur per week, tegen het indexcijfer dat van kracht was op 1 juni 1985.

In geval van wijziging van de wekelijkse duur van de opleidingsregeling in de centra voor beroepsopleiding, opgericht met de middelen die eigen zijn aan de Rijksdienst, wordt de vergoeding berekend volgens de formule :

$$\frac{Y \times 38}{P}$$

Y zijnde het bedrag bepaald in toepassing van lid 2 voor de vergoeding voor beroepsopleiding.

P zijnde de wekelijkse duur van de opleidingsregeling vastgesteld in de centra voor beroepsopleiding die opgericht werden met de middelen die eigen zijn aan de Rijksdienst.

De vergoeding wordt met 15 percent vermeerderd wanneer de opleiding in nachtploeg gebeurt.

§ 2. De uitbetaling van de in § 1 bedoelde vergoeding geschiedt maandelijks.

Art. 2. In geval van sluiting van de centra voor beroepsopleiding tijdens de jaarlijkse vakantie, krijgt de stagiaire die geen aanspraak heeft op werkloosheidsuitkeringen, voor de dagen die niet gedekt worden door het vakantiegeld, een vergoeding ten laste van de Rijksdienst, waarvan het bedrag gelijk is aan het minimumbedrag van de werkloosheidsuitkering vastgesteld door artikel 160, § 4, van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, voor de categorie waartoe hij zou behoren indien hij vergoed werd.

Art. 3. § 1. De stagiair die met vrucht de beroepsopleiding beëindigt heeft recht op een premie waarvan het bedrag, dat vastgesteld is rekening houdende met de effectieve duur van zijn opleiding :

1. voor een opleiding van 160 uren à minder dan 320 uren	250 F
2. voor een opleiding van 320 uren à minder dan 540 uren	500 F
3. voor een opleiding van 540 uren à minder dan 900 uren	750 F
4. voor een opleiding van 900 uren à minder dan 1 200 uren	1 250 F
5. voor een opleiding van 1 200 uren à minder dan 1 400 uren	1 750 F
6. voor een opleiding van 1 400 uren en meer	2 000 F

belooft.

Geen premie is verschuldigd voor een opleiding die minder dan 160 bedraagt.

Het deel dat in natuur uitbetaald wordt, omvat, in voorkomend geval, de individuele werktuigen die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van het aangeleerde beroep en die aan de begunstigde worden toevertrouwd bij het begin van de opleiding. Die werktuigen worden geschat op hun aankoopwaarde, verminderd met 25 pct.

§ 2. Bovendien wordt aan de begunstigde die met vrucht een opleiding met een effectieve duur van ten minste 320 uren gevolgd heeft, een premie van 500 F toegekend, zodra hij bewezen heeft dat hij tijdens de twaalf maanden die op het einde van de opleiding volgden, minstens gedurende zes maanden de ontvangen opleiding als loontrekkende aangewend heeft.

De in lid 1 bepaalde periode van twaalf maanden wordt verlengd met een duur die gelijkwaardig is met de periode tijdens dewelke de betrokkene in de onmogelijkheid verkeerde, wegens zijn oproep of wederoproeping onder de wapens of om redenen van overmacht, de ontvangen opleiding te gebruiken als loontrekkende tijdens de voorgeschreven tijd.

Art. 4. § 1. De stagiair heeft recht op de terugbetaling van de kosten veroorzaakt door een dagelijkse reis heen en terug, wanneer zijn verblijfplaats en de plaats waar hij zijn opleiding ontvangt op minstens 5 km van mekaar verwijderd zijn.

Wanneer de opleiding in een andere gemeente dan die van de verblijfplaats ontvangen wordt, zijn de in aanmerking genomen afstanden die welke voorkomen in het Officieel Boek van de wettelijke afstanden langs de gewone wegen tussen alle gemeenten van België. Indien de opleiding ontvangen wordt in de gemeente van de verblijfplaats, wordt de afstand berekend langs de gewone wegen.

Welk ook het gebruikte vervoermiddel zij, de terugbetaling van de voorgelegde kosten is beperkt tot de prijs van het minst dure openbaar vervoermiddel.

De betrokkene kan verplicht worden de stukken over te leggen waarmee hij bewijzen kan dat de door hem aangevoerde uitgaven werkelijk zijn.

§ 2. Overvinderd de in § 1 bedoelde voordelen, heeft de stagiair die meer dan dertien uur per dag uit zijn tehuis wegblijft terwijl hij een normaal openbaar vervoermiddel gebruikt, en die zich naar zijn woonplaats slechts één keer per week begeeft, recht op een verblijfsvergoeding waarvan het bedrag is vastgesteld op 148,50 F, hetgeen, tegen het indexcijfer dat van kracht was op 1 juni 1985, een bedrag van 381,86 F betekent.

In gevallen die de belangstelling waard zijn, kan de Minister de bij vorig lid bedoelde voordelen toestaan, wanneer de stagiair minder dan dertien uur uit zijn tehuis wegblijft.

Art. 5. De stagiair die een overeenkomst van beroepsopleiding heeft gesloten die minder dan veertig uren opleiding per week bedraagt, krijgt geen vergoeding voor beroepsopleiding :

- 1° voor de na 17 uur gepresteerde uren;
- 2° voor de op zaterdag gepresteerde uren.

Hij heeft aanspraak op :

- 1° premies waarvan de bedragen en de toekenningvoorwaarden vastgesteld zijn in artikel 3;
- 2° de terugbetaling van de reiskosten onder de in artikel 4, § 1, vastgestelde voorwaarden.

Art. 6. De werkloze die een beroepsopleiding ontvangt bedoeld in artikel 2, 5, van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve betreffende de beroepsopleiding, heeft aanspraak op :

1° een vergoeding voor beroepsopleiding die gelijk is aan het verschil tussen de referentiebezoldiging vastgesteld voor de bedienden van de tweede categorie die onder de Nationale Paritaire Hulpcommissie voor bedienden vallen en de werkloosheidsuitkering die hij ontvangt.

Onder referentiebezoldiging dient verstaan te worden de bezoldiging die vastgesteld is voor gezegd beroep, na aftrek van de persoonlijke bijdrage bij de Sociale Zekerheid. Die vergoeding bedraagt maximaal 149,83 F per uur in de regeling van 38 uur per week, tegen het indexcijfer dat van kracht was op 1 juni 1985.

In geval van wijziging van de werkelijke duur van de opleidingsregeling in de centra voor beroepsopleiding, opgericht met de middelen die eigen zijn aan de Rijksdienst, wordt de vergoeding berekend volgens de formule :

$$\frac{Y \times 38}{P}$$

Y zijnde het bedrag bepaald in toepassing van lid 1.

P zijnde de werkelijke duur van de opleiding vastgesteld in de centra voor beroepsopleiding die opgericht werden met de middelen die eigen zijn aan de Rijksdienst.

De uitbetaling van de in 1° bedoelde vergoeding geschiedt maandelijks.

2° de terugbetaling van de reis- en verblijfkosten onder de in artikel 4 vastgestelde voorwaarden.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 1985.

Art. 8. Onze Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 juli 1985.

Voor de Franse Gemeenschapsexecutieve,
De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschap,

Ph. MOUREAUX.

AUTRES ARRÊTÉS

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Ordres nationaux

Par arrêté royal du 1er août 1985, Mme Marie-Louise Ernst, épouse Robert Henrion, juriste et sociologue, est promue, à cette date, Officier de l'Ordre de la Couronne.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 2 août 1985, entrant en vigueur le 13 août 1985, est acceptée la démission de Mme Defourny, A.M., de ses fonctions de juge suppléant à la justice de paix du canton de Châtelet.

Elle est autorisée à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 2 août 1985, M. Verlynde, P., vice-président au tribunal de première instance de Bruxelles, est déchargé, à sa demande, de ses fonctions de juge de la jeunesse à ce tribunal, à la date du 10 août 1985.

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Commune de Welkenraedt. — Informatique

Un arrêté royal du 18 juillet 1985 approuve la délibération du 28 mai 1985 du conseil communal de Welkenraedt décidant de passer un marché par appel d'offres restreint pour l'informatisation des services administratifs visés au cahier des charges annexé.

ANDERE BESLUITEN

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 1 augustus 1985 wordt Mevr. Marie-Louise Ernst, echtgenote Robert Henrion, juriste en sociologe, vanaf deze datum, benoemd tot Officier in de Kroonorde.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 2 augustus 1985, dat in werking treedt op 13 augustus 1985, is aan Mevr. Defourny, A.M., ontslag verleend uit haar ambt van plaatsvervangend rechter in het vrederecht van het kanton Châtelet.

Het is haar vergund de titel van haar ambt eershelve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 2 augustus 1985, is de heer Verlynde, P., ondervoorzitter in de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, op zijn verzoek, ontlast uit zijn ambt van jeugdrecht in deze rechtbank, op datum van 10 augustus 1985.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN OPENBAAR AMBT

Gemeente Welkenraedt. — Informatica

Bij koninklijk besluit d.d. 18 juli 1985 is goedgekeurd de beslissing van de gemeenteraad van Welkenraedt d.d. 28 mei 1985, tot het gunnen van een opdracht bij wege van beperkte offerteaanvraag voor de informatisering van de in het erbijgaande bestek vermelde administratieve diensten.